



Rapport de Gestion

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Exercice 2024

Samedi 14 juin 2025

RAPPORT DE GESTION

Rapport Financier · Exercice 2024

Approuvé par le Conseil d'Administration du 23 Mai 2025

- **Présentation Synthétique**
- **Rapport Financier du Trésorier**
- **Analyse des Ecartés Budgétaires 2024**

Rapports du Commissaire aux Comptes

Budget Prévisionnel 2025

MJC JACQUES PRÉVERT

transitions

Assemblée Générale 2025

RAPPORT FINANCIER 2024

Approuvé par le Conseil d'Administration du 23 Mai 2025

Préambule

L'année 2024 a marqué un tournant dans la consolidation financière de notre maison. Grâce à l'engagement collectif, à la diversification de nos ressources et à la vigilance dans la gestion, nous présentons ici un rapport de gestion qui traduit à la fois la vitalité de nos activités et les marges de progrès qui nous restent à explorer.

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires publics, notamment la Ville du Mans, le Ministère de la Culture (DRAC, FSER), le CNC, la CAF de la Sarthe et les Services chargés de la Politique de la Ville (Le Mans Métropole et État), le département de la Sarthe pour leur accompagnement.

Nous remercions tout particulièrement les personnels ainsi que les bénévoles pour leur implication dans la vie de la Maison, malgré les difficultés rencontrées. Ainsi, nous sommes dans une période des plus contraintes en termes budgétaires du fait de la loi de finances 2025 de l'État, de ses répercussions dans les collectivités territoriales, du zèle de l'exécutif de la Région des Pays-de-la-Loire, des craintes qui ont pesées sur le Fonds de soutien à l'écoute radiophonique (FSER), notamment. Donc, merci encore à tous ceux qui font tourner la MJC.

Vous trouverez dans ce document une analyse complète des résultats de l'exercice 2024.

Présentation Synthétique

L'exercice 2024 présente un résultat comptable de -39 014 €, soit un déficit en réduction de près de 42 % par rapport à 2023. Le chiffre d'affaires, lui, a progressé de plus de 13 %, et les subventions ont été renforcées. Cette progression de l'activité s'accompagne d'un effort soutenu de gestion, malgré un contexte inflationniste sur plusieurs postes : prestations, honoraires, fiscalité, etc.

Chiffres clés

- ▶ Produits d'exploitation : 1 833 834 €
- ▶ Charges d'exploitation : 1 850 481 €
- ▶ Résultat net : -39 014 €
- ▶ Contributions publiques : 776 839 €
- ▶ Chiffre d'affaires net : 945 400 €

Analyse du Bilan au 31 décembre 2024

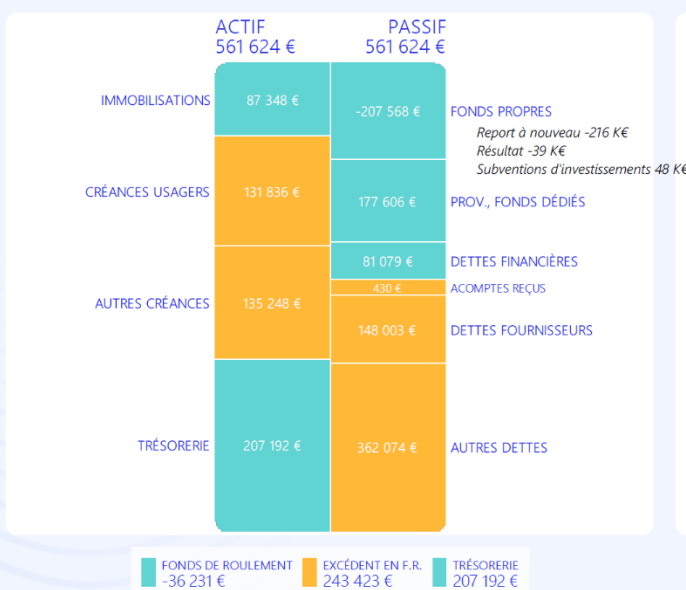
Actif

- ▶ Actif immobilisé : 87 348 € (baisse de 27,71 %)
- ▶ Actif circulant : 478 932 € (+2,72 %)
 - Disponibilités : 207 192 € (+34,91 %)
 - Créances : 262 199 €
 - Charges constatées d'avance : 9 540 €

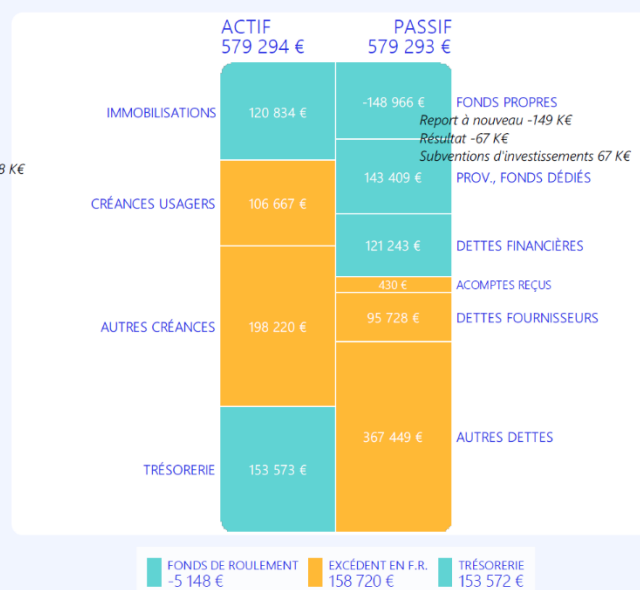
Passif

- ▶ Capitaux propres : -207 568 €
 - Report à nouveau : -216 126 €
 - Résultat : -39 014 €
 - Subventions d'équipement : +47 572 €
- ▶ Provisions pour risques et charges : 177 606 € (+23,85 %), dont retraite : 168 938 €
- ▶ Dettes totales : 596 242 € (+0,61 %)
 - Fournisseurs : 148 818 € (+51,63 %)
 - Fiscales et sociales : 173 184 € (+22,57 %)
 - PGE : 81 079 € (-33,13 %)
 - Produits constatés d'avance : 133 992 €

Bilan au 31/12/2024



Bilan au 31/12/2023



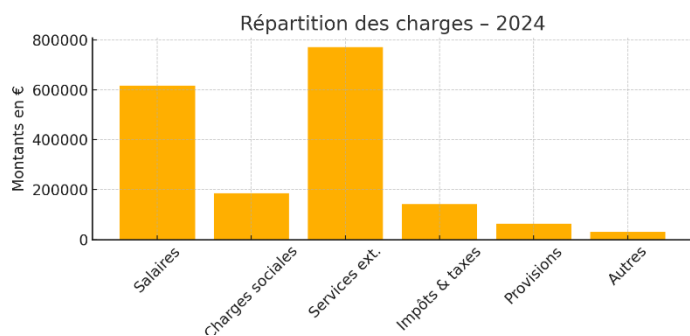
Compte de Résultat 2024

- ▶ Résultat net : -39 014 €
- ▶ Résultat d'exploitation : -16 646 €
- ▶ Résultat financier : 201 €
- ▶ Résultat exceptionnel : -22 568 €

Charges d'exploitation

Total : 1 850 481 € (+11 %)

- ▶ Achats & charges externes : 770 850 € (+34,99 %)
- ▶ Rémunérations des personnels : 802 434 (-8,44%)
 - Salaires : 617 559 € (-9,44 %)
 - Cotisations sociales : 184 876 € (-4,93 %)
- ▶ Impôts et taxes : 140 913 € (+11,77 %)
 - Dont liés aux rémunérations : 43 556 €
 - Autres (TSA, SACEM, etc.) : 97 357€
- ▶ Provisions : 62 786 € (+339,30 %)
- ▶ Amortissements : 42 697 € (-14,37 %)
- ▶ Autres charges : 29 124 € (+5,02 %)



Résultat financier

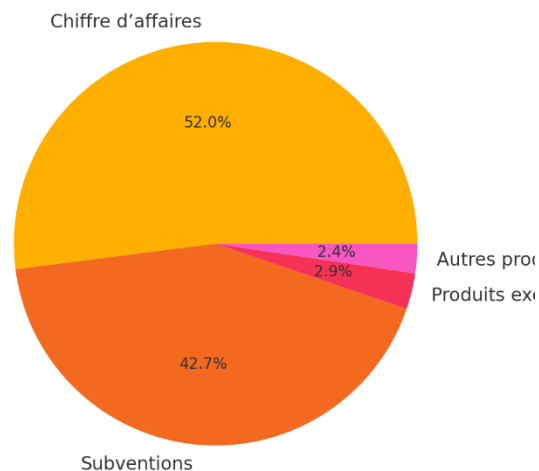
- ▶ Produits : 885 € (Intérêts dégagés grâce à la trésorerie)
- ▶ Charges : 684 € (Intérêts versés au titre du prêt garanti par l'État (PGE))
- ▶ Résultat financier : 201 €

Produits d'exploitation

Total : 1 833 834 € (+18 %)

- ▶ Rémunérations des prestations de services, soit le chiffre d'affaires net : 945 400 € (+13,64 %)
- ▶ Contributions publiques : 776 839 € (+20,03 %)
 - Subventions d'exploitation : 624 044 € (+14,38 %)
 - Autres concours publics : 152 795
- ▶ Reprises et transferts : 74 424 € (+48,20 %)
- ▶ Autres produits : 37 171 €
- ▶ Mise à disposition locaux : 166 400 € (stable)

Répartition des produits - 2024



Résultat exceptionnel

- ▶ Produits : 52 312 € (cartes périmées, révisions de comptes exercices antérieurs, etc.)
- ▶ Charges : 74 881 € (ajustement CNC, révisions de comptes exercices antérieurs, etc.)
- ▶ Résultat exceptionnel : -22 568 €

Rapport Financier du Trésorier

L'année 2024 a été marquée par une forte dynamique d'activité dans l'ensemble des secteurs de la MJC.

Grâce à l'engagement des équipes et au soutien renouvelé de nos partenaires publics, nous avons poursuivi notre redressement budgétaire entamé l'an dernier.

Je vous présente ici les grandes lignes de notre situation financière au 31 décembre 2024, à partir :

- ▶ des comptes arrêtés de l'exercice clos par le Conseil d'Administration du 28 mars 2025 ;
- ▶ tels que soumis par notre expert-comptable, après révision et clôture, le cabinet AGC Perspectives ;
- ▶ et contrôlés par notre Commissaire aux Comptes, M. Romuald Bédoin (Cabinet Agilys).

Résultat de l'exercice

L'exercice 2024 se solde par un déficit comptable de 39 014 €, en nette amélioration par rapport à 2023, où la perte s'élevait à 67 050 €. Cette réduction de près de 42 % du déficit témoigne de la rigueur dans la gestion, et d'une meilleure adéquation entre nos recettes et nos charges.

Augmentation des produits

Le total des produits d'exploitation atteint 1 833 834 €, en augmentation de plus de 18 % par rapport à l'an passé. Cette progression s'explique principalement par :

- Une hausse du chiffre d'affaires des secteurs d'activités (+13,6 %, soit 945 400 €),
- Une augmentation des concours publics et des subventions d'exploitation (+20,03%, soit 776 839 €), dont une part s'explique par la comptabilisation, à compter de cet exercice, de la mise à disposition du poste de directeur, ainsi que des revalorisations des aides du CNC pour les Cinéastes,
- Un niveau conséquent des autres produits (notamment des transferts comme le remboursements des frais de formations.).

À noter que la mise à disposition des locaux par la Ville du Mans reste valorisée à 166 400 €, comme les années précédentes.

Maîtrise des charges

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 850 481 €, en hausse de 11 %. Cette évolution est principalement due à :

- L'augmentation des achats et charges externes (+35 %), notamment les services extérieurs, dont une partie importante est proportionnelle au niveau d'activité, par exemple la location des films au cinéma, la rémunération des cours individuels des techniciens d'atelier.
- Une forte augmentation des dotations aux provisions, soit une progression importante de l'engagement retraite, et le constat d'une provision pour risque liée à la subvention du conseil régional à la radio en 2024.

En revanche, nous avons enregistré une baisse des charges de personnel, reflet d'une diminution des heures travaillées (quelques départs, des salariés en formation, des absences pour maladie, etc.). Néanmoins, le constat d'une forte augmentation de l'activité en même temps qu'une baisse des heures travaillées n'est pas sans interpeller le Conseil d'Administration sur le niveau d'effort fourni par les salariés. Cette charge croissante de travail appelle une grande vigilance de notre part.

Analyse du bilan

En résumé, le bilan 2024 fait apparaître :

- Un actif total de 566 280 € (contre 587 092 € fin 2023)
- Des disponibilités en hausse (+35 %), avec 207 192 € en trésorerie
- Un niveau de dettes stable autour de 596 000 €, avec une nette baisse du Prêt garanti par l'État (PGE) restant dû (81 079 €, -33 %)

Les capitaux propres restent négatifs à -207 568 €, mais la trajectoire est encourageante.

Dans le détail, les comptes du bilan :

Le bilan présente à un moment donné, ici au 31 décembre 2024, ce que possède la MJC (actif) et ses ressources (passif).

Les actifs

Actif immobilisé

L'actif immobilisé correspond aux possessions qui restent durablement dans la MJC. Il passe de **120 834 €** en début d'exercice à **87 348 €** à la fin de l'exercice 2024, soit une baisse de **27,71 %**. Cette diminution est principalement due aux amortissements et à l'absence de nouveaux investissements significatifs. Cette situation appelle à une réflexion stratégique sur un plan d'investissement pour la MJC afin de garantir la pérennité de ses infrastructures et équipements.

Actif circulant

L'actif circulant, représentant les actifs consommés à court terme, s'élève à **478 932 €**, soit une augmentation de **2,72 %** par rapport à 2023. Cette évolution est notamment portée par une amélioration des disponibilités, qui atteignent **207 192 €** (+34,91 %).

Le passif

Capitaux propres

Avec un déficit de **39 014 €** en 2024, les capitaux propres restent négatifs et atteignent **-207 568 €**.

Il indique que la MJC doit poursuivre ses efforts pour retrouver une situation équilibrée.

Le calcul des capitaux propres de l'association repose sur l'addition des résultats des exercices précédents, le report à nouveau (**-216 126 €**), le résultat de l'exercice (**-39 014 €**) et les subventions d'équipement (**+47 572 €**).

Provisions pour risques et charges

Les provisions, principalement pour charges de retraite, augmentent de **17,80 %** pour atteindre **168 938 €**.

Dettes

Les dettes totales s'élèvent à **596 242 €**, avec notamment :

- **148 818 €** de dettes fournisseurs (+51,63 %),
- **173 184 €** de dettes fiscales et sociales (+22,57 %),
- **133 992 €** de produits constatés d'avance (-0,94 %),
- **81 079 €** restant sur le PGE, en baisse de **33,13 %**.

Éléments exceptionnels à signaler

Deux éléments ont fortement pesé sur le résultat :

- Une charge exceptionnelle de 62 015 € liée à une régularisation de la comptabilisation de la subvention CNC des années antérieures,
- Un produit exceptionnel de 18 952 € correspondant à des cartes cinéma périmées comptabilisées cette année,
- La comptabilisation nouvelle des postes mis à disposition (direction et chargée d'accueil Moustaki),
- Des frais juridiques liés à la situation sociale difficile rencontrée au sein des EVS.

Conclusion et perspectives

L'année 2024 confirme les efforts de redressement engagés depuis deux ans, à savoir :

- Les efforts des équipes et les mesures prises en 2023 et 2024 ont permis de poursuivre le redressement financier de la MJC. L'objectif pour les prochains exercices sera de consolider cet équilibre et d'assurer un développement durable des activités,
- Dans un contexte de diminution du montant prévisionnel des dotations aux amortissements (immobilisations) sur les prochains exercices, il est crucial d'élaborer une stratégie et un plan d'investissement pour garantir la durabilité des infrastructures et le développement des activités de la MJC,
- Mieux maîtriser nos charges, même si elles impactent surtout les rémunérations des personnels,
- Préparer l'avenir par des provisions plus solides.

Mais la situation appelle encore à la vigilance : il nous faut poursuivre le redressement des fonds propres, sécuriser nos équilibres, et construire une stratégie d'investissement à moyen terme.

Je tiens à remercier les équipes pour leur rigueur et leur implication, et vous invite, en tant que membres de l'association, à continuer de vous impliquer dans nos orientations financières, pour garantir la solidité de notre maison commune.

Pour le Conseil d'Administration,
Le trésorier,
PROVOST Cyrille

Analyse des Écarts Budgétaires 2024

Ce document présente une analyse consolidée des écarts entre le budget prévisionnel 2024 adopté par l'Assemblée Générale (présenté à l'équilibre le 8 juin 2024) et les résultats comptables arrêtés au 31 décembre 2024. Il vise à éclairer les principales évolutions, les faits saillants et à formuler une lecture stratégique.

1. Synthèse financière

L'exercice 2024 présente un écart global de -39 014 € par rapport à un budget prévisionnel où les charges étaient équilibrées par les produits. Cette situation s'explique à la fois par une progression des recettes d'activité et des subventions, mais aussi par une forte augmentation des charges de fonctionnement, notamment en services extérieurs et en provisions.

2. Explications des écarts principaux

Plusieurs éléments comptables importants expliquent une partie substantielle des écarts :

▪ Changement de traitement comptable des intervenants d'ateliers :

En 2024, les intervenants auparavant comptabilisés dans le compte 611 (sous-traitance) ont été reclassés en 621 (personnel détaché). Ce changement a entraîné une diminution du poste « sous-traitance » (-75 K€) et une hausse corrélative du poste « personnel détaché ».

▪ Intégration de deux mises à disposition de personnel (nouveau) :

Augmentation de 120 K€ en charges et en produits :

- ▶ Directeur mis à disposition par la FRMJC, pour 79 899 €, financé via la Ville du Mans (subvention, compte de produits 744).
- ▶ Accueil EVS Nord-Est (Maison Moustaki), pour 40 000 €, également financé par la Ville (subvention : 744).

Ces deux éléments forment comptablement une « opération blanche », car ils sont comptabilisés à la fois dans un compte de charges, 621, et un compte de produits, 744, qui s'équilibrent.

▪ Ajustements et régularisations comptables d'opérations relatives au cinéma

Lors de la révision et de la clôture des comptes avec le cabinet AGC Perspectives, un important travail de régularisation a été réalisé. Celui-ci concernait à la fois des opérations relatives aux exercices antérieurs (ajustements en charges et en produits), et des mises en cohérence du traitement comptable de certaines opérations spécifiques : abonnements cinéma, chèques CE, frais de gestion, et péremption de billets.

Ces ajustements ont conduit à comptabiliser plusieurs opérations exceptionnelles, telles que :

- La bascule en produits courants de la subvention CNC Art & Essai, précédemment enregistrée en produit à recevoir,
- Le constat explicite de produits issus des frais de gestion, notamment pour les cartes cinéma,
- La régularisation d'opérations précédemment réparties entre plusieurs exercices.

L'ensemble de ces éléments a eu un impact à la fois sur les produits exceptionnels et sur les recettes courantes, notamment dans le secteur cinéma, contribuant à une image plus précise et conforme à la réalité économique de l'activité.

■ Augmentation des provisions :

- ▶ Forte augmentation de la provision relative à l'engagement retraite
- ▶ Le constat d'une provision pour risque relative aux subventions régionales (radio) concernant 2024

3. Analyse des charges

| Poste | BP 2024 | Réalisé 2024 | Écart | Commentaires |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|---|
| Achats (60) | 48 520 € | 46 284 € | -2 236 € | |
| Services extérieurs (61/62) | 512 669 € | 726 243 € | +213 574 € | 120 K€ postes Mise à dispo. + 20 K€ Loc° Films + 10 K€ Interv. Ateliers + 20 K€ Honoraires (augm. cabinet comptable + Frais juridique et d'accompagnement EVS) + frais liés et à la formation + frais de réception « 20 ans des Cinéastes) + charges liées à l'augmentation de l'activité |
| Impôts et taxes (63) | 88 814 € | 140 913 € | +52 099 € | BP : Impôts sur les rémunérations dans les charges de personnel |
| Personnel (64) | 849 227 € | 802 434 € | -46 793 € | |
| Autres charges (65) | 21 470 € | 29 123 € | +7 653 € | Redevance DSP Ville |
| Charges exceptionnelles (67) | - | 74 881 € | +74 881 € | Régularisation Cinéma (notamment Sub CNC) |
| Amortissements & provisions (68) | 42 000 € | 105 483 € | +63 483 € | Engagement retraite + Prov. pour risque sur Sub. Régionale |
| TOTAL CHARGES | 1 564 000 € | 1 926 045 € | +362 045 € | |

4. Analyse des produits

| Poste | BP 2024 | Réalisé 2024 | Écart | |
|---------------------------------------|-----------|--------------|------------|--|
| Prestations (70) | 860 340 € | 945 400 € | +85 060 € | |
| Recettes Structures | 9 000 € | 9 749 € | | |
| Recettes Ateliers | 215 000 € | 215 408 € | | |
| Recettes EVS | 35 300 € | 24 674 € | | |
| Recettes Radio Alpa | 31 000 € | 26 946 € | | Automne mouvementé : mobilisation FSER, Départs d'1 journaliste & 1 technicien + Arrêt remplaçante + Coupes de la région |
| Recettes Cinéastes | 531 540 € | 647 386 € | +115 846 € | + 63 K€ Billetterie + 37 K€ Frais de gestion |
| Autres produits des activités annexes | 38 500 € | 21 238 € | | Moins de locations de salle que prévu |

| | | | | |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|--|
| Subventions & concours (73/74) | 649 191 € | 776 839 € | +127 648 € | <i>Notamment 120 K€ postes mis à disposition</i> |
| Autres produits (75) | 14 500 € | 37 171 € | +22 671 € | <i>Regul. Opérations Cinéma</i> |
| Produits exceptionnels (77) | 15 000 € | 52 312 € | +37 312 € | |
| Reprises & transferts (78/79) | 25 000 € | 74 425 € | +49 425 € | <i>Remboursement Frais de formation + IJSS (personnels) + Engagt. Retraite</i> |
| TOTAL PRODUITS | 1 564 031 € | 1 887 032 € | +323 001 € | |

5. Résultat de l'exercice

Le résultat comptable de l'année 2024 est un déficit de 39 014 €, en décalage modéré par rapport au résultat prévisionnel équilibré (+31 €).

Le résultat d'exploitation s'élève à -16 K€. Sont à considérer les frais d'honoraires juridiques, soit plus de 8 K€ pour l'accompagnement relatif à l'enquête interne et les frais d'avocate, liées à la situation humaine de l'EVS, ainsi que l'augmentation des provisions, notamment relatives aux coupes des subventions régionales, également pour 8 K€, qui montrent notre grande proximité avec la possibilité d'un résultat d'exploitation équilibré

6. Note du Trésorier

L'exercice 2024 témoigne d'un fort dynamisme de nos secteurs d'activités et d'un engagement collectif remarquable. Le résultat comptable, bien que déficitaire, reste contenu et s'explique par des éléments ponctuels et structurels identifiés.

Il convient de souligner les bons résultats du secteur Cinéma, soit 120 728 entrées payantes, à comparer avec les 114 403 entrées en 2023 et 98 170 en 2022 et de noter la valorisation des personnels mis à disposition de personnels qui modifient la lecture comptable mais renforce la cohérence du projet.

Le secteur des ateliers confirme une hausse légère mais continue par rapport à la saison dernière avec plus de 700 adhérents à la fin de l'année 2024.

Radio Alpa conserve ses animateurs, mais il convient d'indiquer que les nouveaux projets d'émission étaient peu nombreux lors de cette saison.

Le secteur des EVS confirme sa vitalité et les besoins des quartiers concernés. A noter des difficultés RH très importantes au 4ème trimestre 2024.

Pour le Conseil d'Administration,
Le trésorier,
PROVOST Cyrille

MJC JACQUES PREVERT

Association Loi de 1901

97 Grande Rue
72000 LE MANS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Rapport du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31/12/2024

PARIS

42, boulevard Malesherbes
75008 Paris
Tél. : **01 42 12 88 55**
Fax : 01 42 12 88 50

LE MANS

Immeuble Vinci
49, avenue Bartholdi
72000 Le Mans
Tél. : **02 43 87 00 02**
Fax : 02 43 39 20 94

MJC JACQUES PREVERT

Association Loi de 1901

97 Grande Rue
72000 LE MANS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

PARIS

42, boulevard Maeshherbes
75008 Paris
Tél. : **01 42 12 88 55**
Fax : 01 42 12 88 50

LE MANS

Immeuble Vinci
49, avenue Bartholdi
72000 Le Mans
Tél. : **02 43 87 00 02**
Fax : 02 43 39 20 94

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Mesdames, Messieurs les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MJC JACQUES PREVERT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/24 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas

d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette

incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au MANS, le 16 mai 2025

Le commissaire aux comptes

AGILYS AUDIT
Romuald BEDOUIN

BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/12/2024 12 | | | Exercice N-1 31/12/2023 12 | | Ecart N / N-1 | |
|--|---|-----------------------------|---|----------------|-------------------------------|---------------|---------------|--|
| | | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net | Euros | % | |
| | Capital souscrit non appelé (I) | | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | | |
| | Frais de développement | | | | | | | |
| | Concessions, Brevets et droits similaires | 45 213 | 42 887 | 2 326 | 6 677 | 4 352- | 65.17- | |
| | Fonds commercial (1) | | | | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | 1 800 | 1 251 | 549 | 909 | 360- | 39.59- | |
| | Avances et acomptes | | | | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | |
| | Terrains | | | | | | | |
| | Constructions | | | | | | | |
| | Installations techniques Matériel et outillage | 664 238 | 631 424 | 32 814 | 50 617 | 17 802- | 35.17- | |
| | Autres immobilisations corporelles | 140 111 | 97 746 | 42 365 | 53 217 | 10 852- | 20.39- | |
| | Immobilisations en cours | | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | | | | | | |
| Participations mises en équivalence | | | | | | | | |
| Autres participations | 1 098 | | 1 098 | 1 098 | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | 7 869 | | 7 869 | 7 869 | | | | |
| Prêts | | | | 120 | 120- | 100.00- | | |
| Autres immobilisations financières | 327 | | 327 | 327 | | | | |
| TOTAL II | 860 655 | 773 307 | 87 348 | 120 834 | 33 486- | 27.71- | | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN COURS | | | | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | | | | |
| | Marchandises | | | | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | | | |
| | CRÉANCES (3) | | | | | | | |
| | Clients et Comptes rattachés | 135 677 | | 135 677 | 112 050 | 23 627 | 21.09 | |
| | Autres créances | 126 522 | | 126 522 | 188 886 | 62 364- | 33.02- | |
| Capital souscrit - appelé, non versé | | | | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | | | |
| Disponibilités | 207 192 | | 207 192 | 153 573 | 53 619 | 34.91 | | |
| Charges constatées d'avance (3) | 9 540 | | 9 540 | 11 748 | 2 208- | 18.79- | | |
| TOTAL III | 478 932 | | 478 932 | 466 258 | 12 674 | 2.72 | | |
| Comptes de Régularisation | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) Ecart de conversion actif (VI) | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 1 339 587 | 773 307 | 566 280 | 587 092 | 20 813- | 3.55- | | |

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an



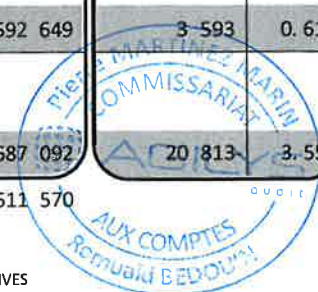
BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | | |
|--|--|--|-------------------|------------------|----------------|--------|
| | | 31/12/2024 12 | 31/12/2023 12 | Euros | % | |
| CAPITAUX PROPRES | Capital (Dont versé :) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation | | | | | |
| | RESERVES Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves | | | | | |
| | Report à nouveau | 216 126- | 149 076- | 67 050- | 44.98- | |
| | RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte) | 39 014- | 67 050- | 28 036 | 41.81 | |
| | Subventions d'investissement Provisions réglementées | 47 572 | 67 160 | 19 588- | 29.17- | |
| | TOTAL I | 207 568- | 148 966- | 58 602- | 39.34- | |
| | AUTRES FONDS PROPRES | Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées | | | | |
| | | TOTAL II | | | | |
| PROVISIONS | Provisions pour risques Provisions pour charges | 8 668 168 938 | 143 409 | 8 668 25 529 | 17.80 | |
| | TOTAL III | 177 606 | 143 409 | 34 197 | 23.85 | |
| | DETTES (1) | DETTES FINANCIERES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts auprès d'établissements de crédit Concours bancaires courants Emprunts et dettes financières diverses | 81 079 | 121 243 | 40 164- | 33.13- |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | 430 | 430 | | | |
| DETTES D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales | | 148 818 173 184 | 98 143 141 292 | 50 675 31 893 | 51.63 22.57 | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes | | 58 739 | 96 280 | 37 541- | 38.99- | |
| Produits constatés d'avance (1) | | 133 992 | 135 261 | 1 269- | 0.94- | |
| TOTAL IV | | 596 242 | 592 649 | 3 593 | 0.61 | |
| Comptes de Régularisation | | Ecart de conversion passif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | | 566 280 | 587 092 | 20 813- | 3.55- | |

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

555 555

511 570



COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/12/2024 12 | | | Exercice N-1 31/12/2023 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|--------------------------|-------------|------------------|-------------------------------|----------------|--------------|
| | France | Exportation | Total | | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | | | |
| Ventes de marchandises | 2 036 | | 2 036 | 1 962 | 74 | 3.79 |
| Production vendue de biens | | | | | | |
| Production vendue de services | 943 364 | | 943 364 | 829 959 | 113 405 | 13.66 |
| Chiffre d'affaires NET | 945 400 | | 945 400 | 831 921 | 113 479 | 13.64 |
| Production stockée | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 624 044 | 545 591 | 78 453 | 14.38 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 74 424 | 50 219 | 24 205 | 48.20 |
| Autres produits | | | 189 966 | 117 835 | 72 131 | 61.21 |
| Total des Produits d'exploitation (I) | | | 1 833 834 | 1 545 566 | 288 268 | 18.65 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | 1 677 | 1 332 | 345 | 25.89 |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements) | | | | | | |
| Autres achats et charges externes * | | | 770 850 | 571 029 | 199 821 | 34.99 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 140 913 | 126 070 | 14 844 | 11.77 |
| Salaires et traitements | | | 617 559 | 681 925 | 64 367- | 9.44- |
| Charges sociales | | | 184 876 | 194 457 | 9 581- | 4.93- |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | | | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 42 697 | 49 863 | 7 165- | 14.37- |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | | | | |
| Dotations aux provisions | | | 62 786 | 14 292 | 48 493 | 339.30 |
| Autres charges | | | 29 124 | 27 733 | 1 391 | 5.02 |
| Total des Charges d'exploitation (II) | | | 1 850 481 | 1 666 700 | 183 780 | 11.03 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | | | 16 646- | 121 134- | 104 488 | 86.26 |
| Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



ANNEXE

SOMMAIRE

| | |
|--|---|
| Faits caractéristiques de l'exercice | X |
| - REGLES ET METHODES COMPTABLES | |
| Principes et conventions générales | X |
| Permanence ou changement de méthodes | X |
| - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN | |
| Etat des immobilisations | X |
| Etat des amortissements | X |
| Etat des provisions | X |
| Etat des échéances des créances et des dettes | X |
| Evaluation des immobilisations corporelles | X |
| Produits à recevoir | X |
| Charges et produits constatés d'avance | X |
| Subventions d'équipement | X |
| - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT | |
| Valorisation des contributions volontaires | X |
| - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS | |
| Dettes garanties par des sûretés réelles | X |
| Montant des engagements financiers | X |
| - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES | |
| Produits et charges exceptionnels | X |
| Transferts de charges | X |
| Produits et charges sur exercices antérieurs | X |

NA = Non Applicable NS = Non significative



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 566 279.85 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 823 834 € et dégagant un déficit de 39 014.21-Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les présents comptes annuels tiennent compte de corrections d'erreurs.

- Des écarts antérieurs concernant les péremptions de cartes cinéma ont été portés sur l'exercice en produits exceptionnels pour 18 952 €.

- Un décalage permanent lié à l'octroi de la subvention de la CNC a ainsi été imputé en charge exceptionnelle pour 62 015 €.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.



Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

- Les produits constatés d'avance concernant les recettes du secteur non marchand ateliers ont été appréciés selon les semaines calendaires.

Nouvelle méthode : 132 642 € (Ateliers * 20/32)

Ancienne méthode : 141 485 € (Ateliers * 8/12)

Impact sur l'exercice : 8 843 €

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

| | Valeur brute début d'exercice | Augmentations | |
|--|-------------------------------------|---------------|--------------|
| | | Réévaluations | Acquisitions |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 53 294 | | 7 44 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 705 368 | | 8 608 |
| Installations générales agencements aménagements divers | 135 911 | | |
| Matériel de transport | 4 200 | | |
| TOTAL | 845 479 | | 8 608 |
| Autres participations | 1 098 | | |
| Autres titres immobilisés | 7 869 | | |
| Prêts, autres immobilisations financières | 327 | | |
| TOTAL | 9 294 | | |
| TOTAL GENERAL | 908 066 | | 9 352 |



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

| | Diminutions | | Valeur brute en fin d'exercice | Réévaluation Valeur d'origine fin exercice |
|--|---------------|----------|--------------------------------|--|
| | Poste à Poste | Cessions | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | 7 025 | 47 013 | 47 013 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | | 50 058 | 663 918 | 663 918 |
| Installations générales agencements aménagements divers | | | 135 911 | 135 911 |
| Matériel de transport | | | 4 200 | 4 200 |
| TOTAL | | 50 058 | 804 029 | 804 029 |
| Autres participations | | | 1 098 | 1 098 |
| Autres titres immobilisés | | | 7 869 | 7 869 |
| Prêts, autres immobilisations financières | | | 327 | 327 |
| TOTAL | | | 9 294 | 9 294 |
| TOTAL GENERAL | | 57 083 | 860 335 | 860 335 |

Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice | Montant début d'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions Reprises | Montant fin d'exercice | |
|--|--------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------|
| Autres immobilisations incorporelles | 45 707 | 5 456 | 7 025 | 44 138 | |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 654 751 | 26 389 | 50 037 | 631 103 | |
| Installations générales agencements aménagements divers | 82 694 | 10 852 | | 93 546 | |
| Matériel de transport | 4 200 | | | 4 200 | |
| TOTAL | 741 644 | 37 242 | 50 037 | 728 849 | |
| TOTAL GENERAL | 787 351 | 42 697 | 57 062 | 772 987 | |
| Ventilation des dotations de l'exercice | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Amortissements dérogatoires | |
| | | | | Dotations | Reprises |
| Autres immob.incorporelles | 5 456 | | | | |
| Instal.techniques matériel outillage indus. | 26 389 | | | | |
| Instal.générales agenc.aménag.divers | 10 852 | | | | |
| TOTAL | 37 242 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 42 697 | | | | |

Etat des provisions

| Provisions pour risques et charges | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|--|--------------------------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Pensions et obligations similaires | 143 409 | 25 529 | | | 168 938 |
| Autres provisions pour risques et charges | | 8 668 | | | 8 668 |
| TOTAL | 143 409 | 34 197 | | | 177 606 |
| TOTAL GENERAL | 143 409 | 34 197 | | | 177 606 |
| Dont dotations et reprises d'exploitation | | 62 786 | 28 589 | | |



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|--|----------------|----------------|---------------|
| Autres immobilisations financières | 3 27 | 3 27 | |
| Autres créances clients | 135 677 | 135 677 | |
| Personnel et comptes rattachés | 2 907 | 2 907 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 16 974 | 16 974 | |
| Divers état et autres collectivités publiques | 88 449 | 88 449 | |
| Débiteurs divers | 18 192 | 18 192 | |
| Charges constatées d'avance | 9 540 | 9 540 | |
| TOTAL | 272 067 | 272 067 | |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | 120 | | |

| Etat des dettes | Montant brut | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|--|----------------|----------------|---------------|-----------------|
| Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine | 81 079 | 40 392 | 40 687 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 148 818 | 148 818 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 76 826 | 76 826 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 85 599 | 85 599 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 10 136 | 10 136 | | |
| Autres impôts taxes et assimilés | 624 | 624 | | |
| Autres dettes | 58 739 | 58 739 | | |
| Produits constatés d'avance | 133 992 | 133 992 | | |
| TOTAL | 595 812 | 555 125 | 40 687 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 40 098 | | | |

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Produits à recevoir

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|----------------|
| Autres créances | 108 653 |
| Total | 108 653 |

Charges et produits constatés d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant |
|-----------------------------|----------------|
| Charges d'exploitation | 9 540 |
| Total | 9 540 |
| Produits constatés d'avance | Montant |
| Produits d'exploitation | 133 992 |
| Total | 133 992 |



Subventions d'équipement

Des subventions d'équipements ont été rattachées à l'exercice 2024 :
- CNC : 3 102.90 €

Variation des capitaux propres

| | |
|---|----------|
| Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations | 81 916- |
| Affectation de résultat à la situation nette de l'AGO | 67 050- |
| Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N | 148 966- |
| Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N | |
| Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs | 148 966- |
| Variation en cours d'exercice | |
| Variation des provisions relevant des capitaux propres | 19 588- |
| Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO | 168 554- |
| VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE | 19 588- |
| dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice | 0 |
| VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE | 19 588- |

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Valorisation des contributions volontaires

De la part de la Ville du Mans :
- Mise à disposition gratuite d'un ensemble immobilier d'une surface de 1 605.90 m2 et prise en charge des fluides (eau, assainissement, électricité, gaz) ; L'ensemble est valorisé à 166 400 euros.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

| | Montant garanti |
|--|-----------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 81 079 |
| Total | 81 079 |

Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : 04/12/2020
Montant initial de cette garantie : 180 000
Montant restant dû en capital : 81 079
Date de fin d'échéance de la garantie : 04/12/2026
Nature de la sûreté réelle : PGE

Prêt Garanti par l'Etat octroyé à hauteur de 200 000 euros pour faire face aux conséquences économiques et financières de la pandémie du COVID-19



Engagements financiers

Engagements donnés

| | |
|------------------------------------|---------|
| Engagements en matière de pensions | 168 938 |
| Total (1) | 168 938 |

- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over moyen
- taux d'inflation : 2%
- taux d'actualisation : 3.38 %

Engagements reçus

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

| Nature | Montant | imputé au compte |
|----------------------------------|---------|------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| - AUTRES PROUITS EXCEPTIONNELS | 29 621 | |
| - QUOTE PART DES SUBVENTIONS | 22 691 | |
| Total | 52 312 | |
| Charges exceptionnelles | | |
| - AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 74 881 | |
| Total | 74 881 | |

Transferts de charges

| Nature | Montant |
|-----------------|---------|
| UNIFORMATION | 32 175 |
| TRANSITIONS PRO | 13 660 |
| Total | 45 835 |

Charges et produits sur exercices antérieurs

| Nature | Montant | imputé au compte |
|---|---------|------------------|
| Charges | | |
| - CHARGES EXCEPTIONNELLES S/ EXERCICE ANT | 74 130 | |
| Total | 74 130 | |



MJC JACQUES PREVERT

Association Loi de 1901

97 Grande Rue
72000 LE MANS

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2024

PARIS

42, boulevard Malesherbes
75008 Paris
Tél. : **01 42 12 88 55**
Fax : 01 42 12 88 50

LE MANS

Immeuble Vinci
49, avenue Bartholdi
72000 Le Mans
Tél. : **02 43 87 00 02**
Fax : 02 43 39 20 94



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Chers adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Fait au MANS, le 16 mai 2025

Le commissaire aux comptes
AGILYS AUDIT
Romuald BEDOUIN

